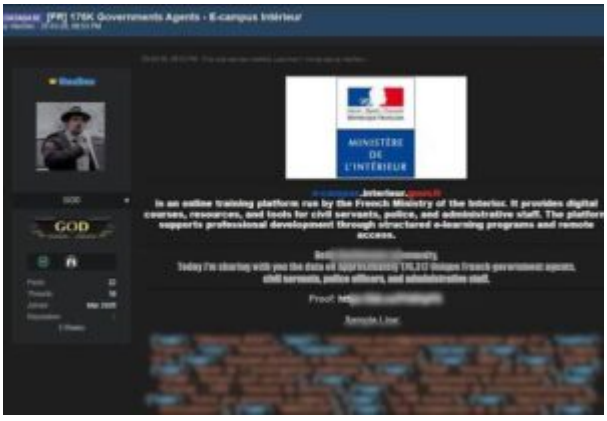
« Sa motivation était de montrer que la France n’était pas sécurisée, mais il s’est rendu compte qu’il pouvait se faire de l’argent » : HexDex, un jeune hackeur interpellé en Vendée après des cyberattaques visant des ministères et fédérations sportives

22/04/2026 à 16h48



Le jeune homme, soupçonné de se cacher derrière le pseudonyme «Hexdex», a également visé un site répertoriant les particuliers détenteurs d’armes, des syndicats comme CFDT, FO, ou encore des sites d’agents de l’2ducation nationale, selon le ministère public. Le suspect, né en 2004, est lié à la plateforme BreachForum, spécialisée dans la revente de données volées, a ajouté le parquet de Paris.

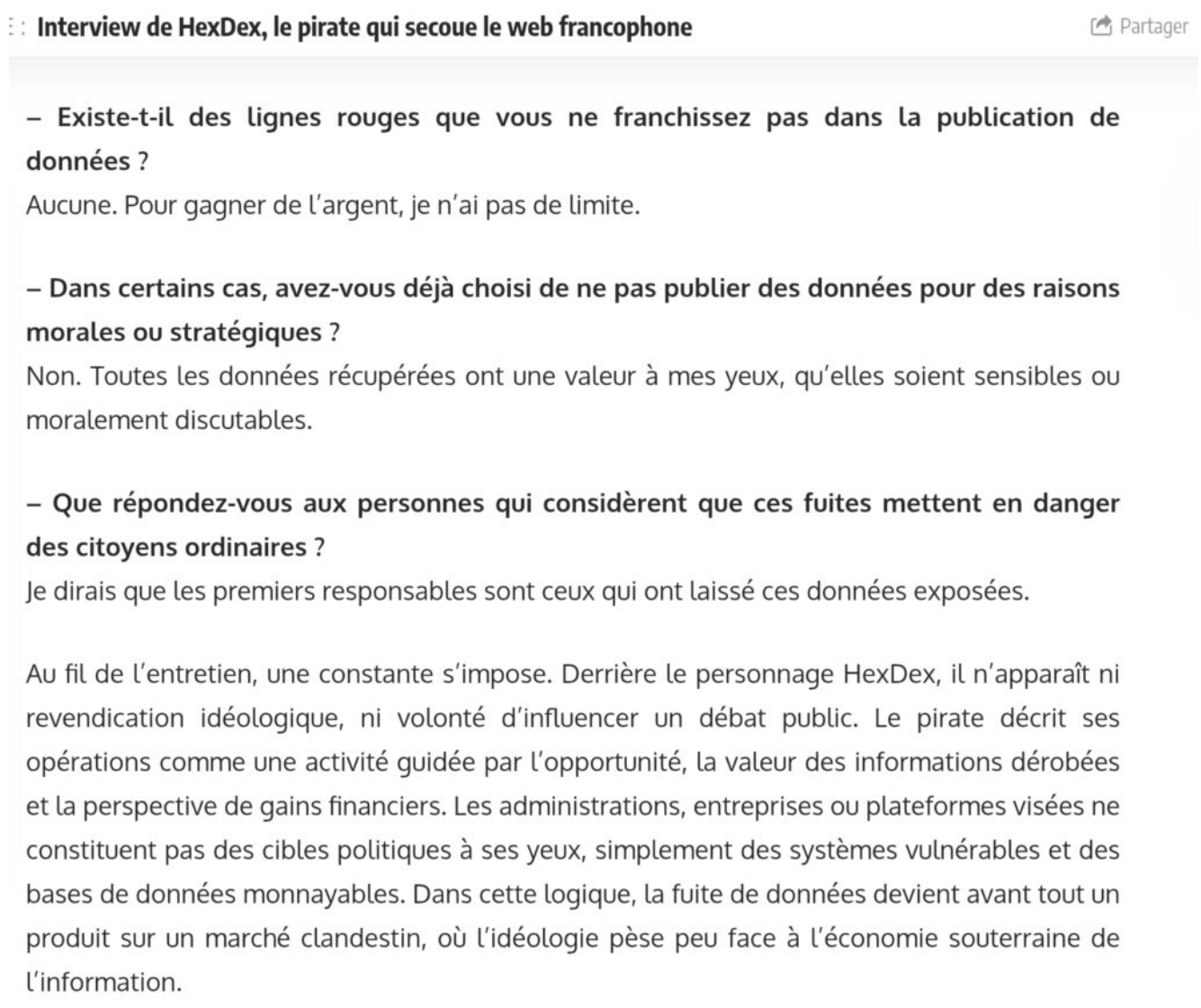
Joint par Libération, le «hacker éthique» Clément Domingo, dit

«Saxx», a vu apparaître HexDex en janvier 2025, date à laquelle les deux hommes ont commencé à échanger. «Au tout début, sa motivation était de montrer que la France n'était pas assez sécurisée. Puis, très vite, il s'est rendu compte qu'il pouvait se faire de l'argent en revendant les bases de données piratées. Il a développé un sentiment de toute puissance», assure «Saxx» à Libé.

[…]

Liberation

ITW du suspect : https://www.zataz.com/interview-de-hexdex-le-pirate-qui-secoue-le-web-francophone/



Interview de HexDex, le pirate qui secoue le web francophone

Partager

– Existe-t-il des lignes rouges que vous ne franchissez pas dans la publication de données ?

Aucune. Pour gagner de l'argent, je n'ai pas de limite.

– Dans certains cas, avez-vous déjà choisi de ne pas publier des données pour des raisons morales ou stratégiques ?

Non. Toutes les données récupérées ont une valeur à mes yeux, qu'elles soient sensibles ou moralement discutables.

– Que répondez-vous aux personnes qui considèrent que ces fuites mettent en danger des citoyens ordinaires ?

Je dirais que les premiers responsables sont ceux qui ont laissé ces données exposées.

Au fil de l'entretien, une constante s'impose. Derrière le personnage HexDex, il n'apparaît ni revendication idéologique, ni volonté d'influencer un débat public. Le pirate décrit ses opérations comme une activité guidée par l'opportunité, la valeur des informations dérobées et la perspective de gains financiers. Les administrations, entreprises ou plateformes visées ne constituent pas des cibles politiques à ses yeux, simplement des systèmes vulnérables et des bases de données monnayables. Dans cette logique, la fuite de données devient avant tout un produit sur un marché clandestin, où l'idéologie pèse peu face à l'économie souterraine de l'information.

« Celui-ci a été interpellé lundi 20 avril 2026, en Vendée, alors même qu'il s'apprêtait à publier d'autres données, et a reconnu l'utilisation de ce pseudonyme. Il est à ce stade en garde à vue. Son compte sur Darkforum a été saisi, ainsi que son matériel informatique, qui devra être exploité », précise une source du parquet de Paris.

Les fuites de données concerneraient « des fédérations françaises de voile, d'athlétisme, de sport automobile, de gymnastique, de ski, de rugby à 13, d'aïkido, du sport universitaire, de la montagne et d'escalade, de football américain, de randonnée pédestre, d'aéronautique, de canoë-kayak, d'handisport, de savate ». Mais aussi d'autres acteurs extérieurs au monde du sport comme « des banques alimentaires, de Logis Hôtels France, de Brithotel, de la Philarmonie de Paris, ainsi que de la préfecture de Moselle, e-campus, le SIA (Système d'information sur les armes), l'agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), la CFDT, FO, Choisir le service public ». Il est également suspecté d'avoir piraté le site Compas du ministère de l'éducation nationale.

Ce dernier avait révélé que cette cyberattaque avait eu lieu mi-mars, évoquant des informations d'environ 243 000 d'agents, essentiellement des enseignants. Les données piratées recouvraient les noms, prénoms, adresses postales, numéros de téléphone, et périodes d'absence sans mention du motif, d'enseignants de la France entière enregistrés dans la base «Compas».

Les noms, prénoms, et lignes de téléphones fixes professionnelles des tuteurs de ces stagiaires apparaissaient aussi dans les données piratées, avait précisé le ministère à l'AFP.

Ouest-France